Avant- Propos

Philippe Mauguin

▶ **To cite this version:**

Philippe Mauguin. Avant- Propos. ECONOMISTES RURAUX, 21 (1), Edition INRAE, pp.2-5, 2023, Archorales, 978-2-7380-1454-2. hal-04218530

HAL Id: hal-04218530
https://hal.inrae.fr/hal-04218530

Submitted on 26 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

AVANT-PROPOS

PHILIPPE MAUGUIN

PDG D'INRAE

© INRAE

Philippe Mauguin ouvre le colloque anniversaire du département EcoSocio d'INRAE « 60 ans de recherches en économie et en sciences sociale pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement », 25 novembre 2021.

Après la recherche forestière, la photographie scientifique et la biologie végétale, voici que la revue *Archorales* nous propose une première investigation thématique dans le champ des sciences sociales, avec cette livraison sur l'économie rurale - et quelle livraison : deux forts volumes, comprenant une introduction à caractère programmatique, une biographie et dix témoignages particulièrement développés, le tout accompagné d'une exceptionnelle moisson d'archives photographiques.

Parmi les organismes de recherche finalisée, INRAE se distingue historiquement par l'importance de ses effectifs de chercheurs en sciences sociales, et notamment en économie. Aujourd'hui présents sur toutes les questions vives de notre périmètre de recherche et à toutes les échelles de l'analyse et de l'expertise, les économistes d'INRAE contribuent pour une part importante à notre ambition collective. Rassemblés pour l'essentiel au sein du département de recherche Ecosocio avec les sociologues et les praticiens des sciences de gestion, en nombre plus restreint au sein des départements Act et Aqua, ils portent une voix forte et originale aussi bien dans nos débats internes que dans les relations avec nos partenaires académiques, socioéconomiques ou institutionnels.

Ce n'était pourtant pas l'intention initiale des pouvoirs publics, qui lors de sa fondation en 1946 avaient dévolu l'Inra au seules recherches biotechniques orientées vers les productions végétales et animales. Mais avec les besoins d'adaptation des exploitations agricoles à la modernisation, l'intégration croissante des marchés agricoles nationaux et internationaux, et la nécessité d'une politique agricole volontariste, l'évidence d'une mise en dialogue de ces biosciences appliquées avec l'analyse économique et sociologique est apparue au grand jour. C'est ce que révèle en particulier la biographie de Denis Bergmann, figure fondatrice de la recherche en économie à l'Inra, reconstituée ici par Pierre Cornu et Egizio Valceschini. De manière symptomatique, c'est en 1957, année de la signature du Traité de Rome donnant naissance à la Communauté économique européenne et à la Politique agricole commune, que les premiers économistes ont été recrutés à l'Inra, en étroite concertation avec l'enseignement supérieur spécialisé, qui lui aussi commençait dans ses grandes écoles à intégrer l'analyse économique au bagage des ingénieurs. D'emblée donc, c'est au nom des enjeux stratégiques majeurs de la nation que les sciences sociales ont été invitées à participer à ce qui constituait alors la recherche agronomique publique sous tutelle du ministère de l'Agriculture. Les beaux parcours retracés ici, entre recherche et expertise nationale et internationale d'un Michel Petit ou d'un Louis-Pascal Mahé donnent une parfaite illustration de l'apport original et puissant de la recherche économique développé à l'Inra aux réflexions sur les orientations et les instruments de la politique agricole dans une économie de plus en plus ouverte et régie par des négociations internationales.

L'économie rurale, science toute jeune qui ne disposait alors d'aucune institution de recherche ou de formation dédiée, s'est donc construite à l'interface de l'Inra et de quelques grandes écoles agronomiques, Rennes, Paris, Grignon, Montpellier notamment, autour des mots d'ordre de l'appui à la modernisation de l'outil productif national et de la réflexion stratégique sur la conquête des marchés. La fondation en 1955 du Centre national d'études et d'expérimentation du machinisme agricole (CNEEMA), et celle, en 1966, du Centre national d'études techniques et de recherches technologiques pour l'agriculture, les forêts et l'équipement

© INRAE

Paris, Muséum national d'Histoire Naturelle. Ouverture du colloque anniversaire du département EcoSocio d'INRAE « 60 ans de recherches en économie et en sciences sociales pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement » , 25 et 26 novembre 2021.

rural (CERAFER) sont venues compléter le tableau, avec des organismes plus proches à l'époque d'une ingénierie de l'action publique, mais qui ont progressivement développé, eux aussi, des compétences en analyse économique. Fusionnés en 1981 sous le nom de Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts (Cemagref), ils ont résolument pris le chemin de la montée en scientificité, y compris en sciences sociales. Lors de la transformation du Cemagref en Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea) en 2011, la science économique était d'ores et déjà bien implantées dans cet organisme, si bien que sa fusion avec l'Inra en 2020 a constitué bien plus qu'un renfort, un véritable enrichissement à la fois en termes de méthodes, d'objets et de partenariats du potentiel de recherche d'INRAE.

S'il existe des ouvrages de synthèse sur l'histoire des grands organismes français de recherche spécialisée et sur quelques grands champs disciplinaires constitutifs de notre mémoire partagée, l'économie rurale n'a pas encore faire l'objet de travaux historiques de fond. C'est donc en toute fidélité à sa vocation de collecter et de donner à partager des « matériaux pour l'histoire » que la Mission des archives orales d'INRAE, sous l'égide du Comité d'histoire, a imaginé et réalisé la publication de ces deux volumes sur les trajectoires croisées de onze figures fondatrices de la recherche en économie rurale dans l'enseignement supérieur et à l'Inra.

À lire ces témoignages exceptionnels par leur densité et par la durée historique qu'ils couvrent, on mesure le chemin parcouru, notamment en termes de montée en scientificité et en diversité thématique de cette école française d'économie rurale. Partie de rien ou presque à la Libération, elle s'est construite patiemment, d'abord dans un cadre associatif, celui de la Société française d'économie rurale (Sfer) et de sa revue *Économie rurale*, avant de trouver des points d'ancrages dans les écoles d'agronomie ou d'agriculture et à l'Inra, où un département d'économie et de sociologie rurales a été institué en 1963. Mais ces économistes manquaient encore de tout, à commencer par une statistique agricole digne de ce nom. D'emblée, il leur fallut donc se tourner vers les pouvoirs publics pour jeter les bases d'un système de collecte et de traitement de données quantitatives sur les structures, les productions et les prix. Ils eurent la chance d'avoir alors pour interlocuteur Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture du général de Gaulle, qui avait proclamé en 1961, dès son premier discours devant l'Assemblée nationale, son souci de faire entrer la « pensée économique » dans son ministère.

À l'Inra, les premiers économistes ruraux se devaient à la fois de faire les preuves de leur utilité auprès de leurs collègues des sciences biotechniques, et de gagner la confiance de la direction de l'institut pour obtenir les moyens nécessaires au développement de leurs travaux, notamment en termes de recrutement de jeunes diplômés des grandes écoles ou des universités. De ce point de vue, ils n'eurent pas à se plaindre d'une institution qui initia dès les années 1960 une forte montée en puissance de son potentiel de recherche en économie grâce au recrutement de jeunes chercheurs certes inexpérimentés et peu encadrés mais nombreux, inventifs et bénéficiant d'une liberté enviable.

Hauts en couleur sur les « années 68 », les témoignages rassemblés ici montrent que les sciences sociales, tout particulièrement, sont actrices de leur époque, de ses enthousiasmes et de ses controverses. Aussi brillants qu'indisciplinés, les jeunes économistes du département ESR donnèrent bien du souci aux directeurs généraux de l'institut ! Pourtant, à l'image de Denis Bergmann encore ou de son élève Jean-Marc Boussard, ils cherchèrent appui pour leur formation auprès de l'université et s'engagèrent très tôt dans des responsabilités importantes, que ce soit au Plan, à l'OCDE ou à la Commission des comptes de la Nation. Très présents dans le débat public, engagés pour certains auprès de partis politiques ou de syndicats, ils contribuèrent à élargir la perception du grand public sur les questions agricoles, tout d'abord en les élargissant aux enjeux de l'industrie agro-alimentaire, puis à la consommation et à la qualité des aliments, à l'image de Pierre Combris dans les années 1980, et enfin aux questions environnementales et aux dynamiques territoriales, à l'instar de François Bonnieux et d'Amédée Mollard.

Loin de disposer d'un paradigme unifié, les économistes qui nous racontent leur trajectoire dans les pages qui suivent sont à la fois en quête de références théoriques, d'outils et de terrains d'étude pertinents pour éprouver la solidité de leurs méthodes. Certains se tournent vers les outils économétriques, d'autres vers des approches plus qualitatives - jusqu'à s'orienter vers d'autres rivages disciplinaires, à l'instar d'un Raphaël Larrère. Certains se passionnent pour l'économie de l'exploitation, d'autres voient dans les politiques publiques le débouché nécessaire de leurs spéculations. Enseignement, recherche, expertise scandent leurs carrières, sans compter des engagements dans la vie de la cité qui semblent tout naturels à ces porteurs d'une pensée de la décision extrêmement aiguisée, comme l'atteste la belle trajectoire de Marcel Mazoyer, qui préférera finalement suivre les traces agro-économiques de René Dumont.

C'est véritablement dans les années 1980-1990, avec comme facteur d'impulsion majeure la longue maturation de la réforme de la PAC de 1992, que la professionnalisation de la recherche en économie rurale porte ses fruits, permettant aux chercheurs de l'Inra de faire jeu égal avec les meilleurs spécialistes européens et nord-américains. De moins en moins agro-économistes, non sans regret pour un André Brun, resté très attaché aux territoires façonnés par les mondes agricoles, de plus en plus économistes tout court, ils excellent alors dans la production de « modèles » sans cesse affinés. Observant la globalisation des marchés des matières premières agricoles et la complexification des outils institutionnels de leur pilotage à tous les niveaux, ils vont à la fois se spécialiser par échelle et par objet. Ils renforcent, non sans heurts et douleur, la cohésion d'ensemble de leur communauté par une mise à niveau régulière de leurs critères de scientificité, à l'image du parcours personnel de Jean Cavailhès, scandé par des attachements paradigmatiques et des réinventions méthodologiques successifs. Pour autant, à chaque période la passion des débuts est toujours là, quand il s'agit de discuter de l'opportunité de rémunérer les services environnementaux à la fin des années 1990 sous l'impulsion du gouvernement de la « gauche plurielle » ou de participer au « Grenelle de l'environnement » en 2007.

Au milieu des années 1990, la présidence de l'Inra organise des conférences-débats dénommées « Amphi 147 », du nom de l'amphithéâtre qui les accueille au siège de l'institut. Les chercheurs de l'Inra sont mobilisés pour présenter leur expertise et nourrir les débats avec des personnalités des mondes professionnel, politique et économique. Deux chercheurs du département d'Economie et de sociologie rurales (ESR) participent ainsi à l'Amphi 147 « Mondialisation des échanges et politiques de qualité », qui se tient le 5 mai 1994.

Pour le président d'un organisme de recherche publique dans le monde d'aujourd'hui, il est frappant de voir, à travers ces témoignages, les problèmes récurrents que les économistes ont rencontrés quand il s'agissait de faire comprendre ce qu'ils pouvaient apporter aussi bien à leur institut qu'à la société et aux pouvoirs publics. Symétriquement la direction générale de l'Inra, et en arrière-plan le ministère de l'Agriculture, puis celui de la recherche et de l'enseignement supérieur, ont eues des difficultés à orienter la recherche en sciences sociales, et singulièrement en économie, jusqu'au tournant des années 2000. Comme l'attestent sans fard les témoignages des « anciens » rapportés ici, la relation entre les économistes de l'Inra et leurs directions successives ne fut pas un long fleuve tranquille ! Conflits ouverts jusque dans la presse, démissions et révocations, réunions houleuses et tracts virulents ont émaillé cette histoire. À la fois nécessaire et toujours suspecte d'instrumentalisation, la relation entre analyse économique et décision ne peut jamais être considérée comme acquise, même si la refondation du projet collectif de l'Inra au début des années 2000 autour de l'objectif de la « recherche finalisée » a permis d'apurer bien des incompréhensions.

Et peut-être, finalement, tout cela fut-il pour le mieux, en invitant les chercheurs à se pencher de manière régulière sur la légitimité de leurs questionnements et de leurs propositions, et les instances de gouvernance à s'interroger sur ce que veut dire programmer la recherche, au nom de quel statut de la recherche publique dans la vie de la cité, et pour quelles fins. Car les résultats sont bien là : la recherche en économie rurale a été capable de se renouveler à de nombreuses reprises depuis ses années fondatrices, elle a appris à interagir avec la puissance publique pour doter la France des meilleurs outils de la saisie statistique des réalités complexes de l'agriculture et des industries agroalimentaires, elle s'est armée pour contribuer de manière à la fois pleinement scientifique et stratégique aux grands négociations de la Politique agricole commune et de l'OMC, et enfin elle s'est emparée avec rigueur et engagement des nouvelles questions émergentes du tournant des années 2000, au premier rang desquelles l'environnement.

De leur côté, dans leur dialogue avec la science économique, les instances de direction des organismes de recherche, mais également des administrations publiques, ont elles aussi appris à penser en termes scientifiques et stratégiques les enjeux de l'analyse économique. Or, penser en termes scientifiques, cela ne signifie pas enfermer le « vrai » dans une direction unique, mais accepter l'idée que la décision est un art complexe, qui implique de peser un grand nombre de paramètres, d'envisager plusieurs échelles de temporalité et surtout de prendre en compte la complexité inhérente à toute question impliquant à la fois des faits de nature, des faits techniques et des réalités sociales. Cette exigence est aujourd'hui pleinement intégrée par la direction générale et les départements scientifiques d'INRAE.

L'économie rurale française a été une exceptionnelle école de maturation de ces questions, et pour ce seul motif, c'est avec fierté qu'il convient d'intégrer son histoire propre à celle de la recherche publique française sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. J'invite donc les lecteurs curieux de cette histoire à faire leur miel des riches récits qui nous sont livrés ici par le travail de la Mission Archorales, pour continuer à faire vivre le débat nécessaire sur la contribution des sciences sociales à la pensée du devenir.

Photo de gauche : Alain Berger (directeur de l'Institut national des Appellations d'origine), Jean-François Colomer (directeur des rédactions de la France Agricole), Guy Paillotin (président de l'Inra), Martine Poudelet (ingénieur vétérinaire), Jacques Gallezot (économiste du département d'Economie et de sociologie rurales).

Au milieu : Guy Paillotin, Martine Poudelet, Jacques Gallezot et Emmanuelle Chevassus (économiste du département ESR).

Ci-dessous : de gauche à droite, Alain Berger, Jean-François Colomer, Guy Paillotin, Martine Poudelet, Jacques Gallezot.

© INRAE